Journal des anthropologues

Association française des anthropologues

162-163 | 2020

Villes, cultures et engagements

Les mobilisations à bas bruits à l'épreuve des terrains africains

Mercredi 18 – vendredi 20 décembre 2019, Université Cheikh Antar Diop,
Dakar, Sénégal. Compte rendu du Colloque

Judith Hayem

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/jda/10446>

DOI : 10.4000/jda.10446

ISSN : 2114-2203

Éditeur

Association française des anthropologues

Édition imprimée

Date de publication : 20 décembre 2020

Pagination : 245-249

ISSN : 1156-0428

Référence électronique

Judith Hayem, « Les mobilisations à bas bruits à l'épreuve des terrains africains », *Journal des anthropologues* [En ligne], 162-163 | 2020, mis en ligne le 18 mars 2021, consulté le 30 mars 2021.

URL : <http://journals.openedition.org/jda/10446> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/jda.10446>

LES MOBILISATIONS À BAS BRUITS À L'ÉPREUVE DES TERRAINS AFRICAINS

**mercredi 18 - vendredi 20 décembre 2019
Université Cheikh Antar Diop, Dakar, Sénégal
Compte rendu du Colloque**

Judith Hayem¹

Alors que, quasi rituellement, les étudiants sénégalais manifestaient sur le campus de l'université Cheikh Antar Diop (UCAD) de Dakar pour réclamer de manière très vocale et visible que leurs bourses leur soient payées en criblant de pierres les forces de police pour se faire entendre, un colloque international et interdisciplinaire s'ouvrait au département de sociologie, le mercredi 18 décembre 2019, se donnant, quant à lui, comme objectif d'examiner « Les mobilisations à bas bruits » ou « discrètes »².

Ce colloque était accueilli et organisé par l'UCAD dans le cadre d'une collaboration avec l'université de Lille. Il a été soutenu financièrement par plusieurs institutions universitaires et de recherches : l'UCAD et l'université de Lille mais aussi, l'université de Lausanne, l'université de Bergen, le CERAPS, l'IMAF, l'IRMC, le Clersé, le LAM, le SMASH, le Gis Démocratie et Participation ainsi que par l'Association française des anthropologues.

Il a réuni pendant trois jours une trentaine de contributeurs et un public fourni (60 à 80 personnes en moyenne) principalement composé des étudiants et des enseignants du département de sociologie. Le Club de Sociologie local a d'ailleurs largement contribué à la bonne organisation pratique de l'événement :

¹ Université de Lille, CNRS, UMR 8019 - CLERSE - Centre lillois d'études et de recherches sociologiques et économiques, F-59000 Lille, France.
Courriel : Judith.hayem@univ-lille.fr

² On trouve par exemple ces expressions sous la plume d'Étienne Ollion en 2015 pour parler des pratiques de plaidoyer ou encore sous celle de Michel Offerlé pour évoquer des répertoires plus ou moins visibles et contestataires (2008 : 197).

pauses, repas et soirées festives qui tous ont permis de prolonger les discussions et les débats de manière fructueuse, au-delà du formalisme de l'arène académique. Parmi les contributeurs, on comptait de nombreux jeunes doctorantes et doctorants ; un atelier doctoral animé par les collègues politistes a d'ailleurs précédé le colloque. Les orateurs étaient répartis en un nombre à peu près égal de sociologues, d'anthropologues, de politistes et dans une moindre mesure d'historiens et d'économistes hétérodoxes.

Au fil d'une table ronde introductive et de six ateliers thématiques³, il s'est agi de mettre à l'épreuve la notion de mobilisations discrètes/à bas bruits, et d'en tester la portée heuristique, voire analytique, pour renouveler ou compléter l'approche des mobilisations. J. Siméant (2013) et d'autres politistes ont en effet bien montré que « l'importation de routines d'un champ académique désormais institutionnalisé, celui de la sociologie des mobilisations » (Siméant, *op. cit.* : 127) avait contribué à obérer certains objets ou situations pourtant dignes d'attention. Par exemple, des configurations moins manifestement contestataires et revendicatives : comme les créations artistiques, étudiées à Dakar par G. Guglielmi ou Nollywood par A. Batard ou des commémorations : comme celle de l'assassinat de N. Nzongo au Burkina Faso présentée par S. Hagberg. À l'idéologie moins explicite, comme la pratique du cyclisme par des femmes cairotes entre « *empowerment*, charité et sport » (M. Bouatouch-Legrand). Aux répertoires d'actions plus feutrées, comme les innovations en matière d'accouchement et d'avortement qui « subvertissent les rapports de genre » dépeintes respectivement par C. Shantz au Bénin et F. Ouattara au Togo. Autre cas de figure, des mobilisations situées délibérément à distance de l'État et non antagonistes à lui, que ce soit dans des formes de négociation plutôt que d'affrontement, comme les mouvements féministes camerounais étudiés par R. Ndengue ou au contraire pour se soustraire à sa violence : on peut penser à l'usage des réseaux sociaux pour militer dans la diaspora gabonaise (G. N. Mbang). S'inscrivent également dans le registre des mobilisations discrètes, celles qui émanent d'acteurs « très proches » de l'État comme les forces de police tunisiennes étudiées par A. Pluta, forcées de réinventer des formes d'autonomie, ou encore celle d'acteurs traditionnels des mobilisations : des ouvriers, choisissant des chemins de contestation inhabituels comme contester le « sens du juste » (M. S. Ben Youssef) ou récupérer une usine « sans protester » (S. Barrières) sur deux terrains tunisiens. Ces caractéristiques diverses peuvent bien entendu s'articuler et s'additionner.

Pour éclairer le concept de « mobilisations à bas bruit » les coordinateurs du colloque — deux politistes, trois sociologues, une anthropologue et un

³ On trouvera le programme complet : <https://news.unil.ch/document/1554815999980.D1554816295741>, consulté le 28 août 2020.

économiste⁴ — ont donc « [fait] le pari du dialogue interne aux sciences sociales et celui de la comparaison entre différents pays » [...] gageant qu'un renouvellement problématique pouvait surgir « du pluralisme disciplinaire et du décentrement du regard, ou de la confrontation des contextes ». L'auteure de ce texte est l'anthropologue en question. C'est ce regard disciplinaire rétrospectif sur une entreprise pluridisciplinaire qui anime ce compte-rendu.

Concours de circonstances, effet de circulation de notre appel à contributions ou de localisation du colloque, ce sont principalement des exemples de terrain africains (Algérie, Bénin, Burkina Faso, Cameroun, Gabon, Madagascar, Maroc, Nigeria, Sénégal, Tunisie et Togo) qui nous ont été proposés pour répondre à ce questionnement. Si les organisateurs ont dès lors décidé de mettre la catégorie « à l'épreuve des terrains africains » il faut lever d'emblée toute ambiguïté : il ne s'est jamais agi d'assigner l'usage de celle-ci au continent africain ou d'en naturaliser la portée dans une attitude évolutionniste, mais bien d'en discuter sur cette base les enjeux, les intérêts et les écueils éventuels, en Afrique ou ailleurs.

Il n'est pas possible d'évoquer ici en détails le contenu des contributions présentées lors de ces trois jours. Quels sont dès lors les traits communs à ces présentations ? Qu'est-ce que permet de comprendre et d'analyser la notion de mobilisations discrètes ou peu bruyantes ?

Premier constat, il s'agit moins d'un concept que d'une notion descriptive. Moyennant quoi, qualifier les mobilisations de la sorte au lieu de les disqualifier d'emblée comme inopérantes, inexistantes ou impuissantes, déplace le regard, l'écoute et la démarche du chercheur de manière heuristique, sur plusieurs plans.

Premièrement, les mobilisations observées sont souvent celles des cadets sociaux ou des subalternes et notamment des femmes ou des jeunes (cf. les communications de A. Lamana et F. Nguemo dans des contextes ruraux au Cameroun) ou encore des habitants des régions rurales (S. Ndiaye à propos de l'hydraulique au Sénégal ; V. Deldreuve et M. Diaw à propos de l'exploitation polluante de Bauxite en Guinée) souvent oubliés, et rarement questionnés d'habitude, précisément parce qu'ils sont moins audibles. Aussi, pour entendre ce que disent les mobilisations à bas bruits faut-il décider de prendre la peine d'écouter ceux que l'on rencontre sur le terrain en les considérant non seulement comme des agents mais encore comme des acteurs et donc, de les créditer de quelque chose à dire voire à revendiquer, ont conclu les participants aux colloques. Une évidence dont la pratique n'est pourtant pas si fréquente et qui incite à ne pas aborder la mobilisation de manière téléologique en ayant la conviction de déjà connaître le sujet historique ou le sens de l'histoire mais à

⁴ Nommément : Amin Allal et Emmanuelle Bouilly ; Tidiane Ndoye, Ivan Sainsaulieu et Abdoulaye Moussa Diallo ; Judith Hayem ; Bruno Boidin.

être attentif aux collectifs en formation. Notamment lorsque l'engagement individuel n'a pas encore coalisé du collectif ou que le collectif réunit de manière inattendue des classes sociales distinctes (les élites et les populations locales dans l'étude d'A. R. Mbassi, par exemple).

Deuxièmement, une telle pratique suppose de ne pas en rester aux rapports de pouvoir institués et aux revendications idéologiques et politiques explicites et déclarées mais de s'intéresser aussi aux tactiques et stratégies souvent contraintes et dissimulées, intentionnellement ou en raison des circonstances — notamment dans les régimes autoritaires. Il convient également de ne pas seulement s'adresser aux porte-paroles officiels des mouvements ou aux porteurs d'opinion, mais de s'intéresser aux porteurs de parole inattendus, pas toujours légitimes et d'être attentif à leur manière, parfois inhabituelle, de formuler des messages ou de s'emparer d'un enjeu, notamment pour asseoir ou tenter d'asseoir ainsi leur « autonomie » par rapport aux réseaux du pouvoir (R. Leclercq à propos des inondations à Dakar ; S. Beddoubia à propos de la contestation sociale en Algérie).

Troisième point, parce qu'elles sont plus diffuses et moins visibles, l'étude des mobilisations discrètes se présente souvent comme une étude plus processuelle et diachronique que l'étude des mobilisations plus classiques. Certaines communications ont ainsi fait le choix de s'inscrire dans une historicité longue pour mettre au jour les mobilisations étudiées (par exemple, E. Asinome sur la révolution orange à Madagascar). On constate aussi que la mobilisation discrète peut n'être qu'un temps d'un processus plus long dont l'acmé peut être plus spectaculaire et bruyante. Alternativement, elle peut permettre de documenter des possibles « non advenus » (Lazarus, 1996) : la mobilisation est restée discrète voire elle s'est éteinte mais n'en a pas moins constitué une voix dans le conflit politique examiné, même si d'autres groupes, idées, opinions ont dominé dans l'arène, au final. Une voix qu'il est utile politiquement et intellectuellement de faire entendre.

Enfin, mais ce point est un acquis de longue date pour l'anthropologie, et non une découverte, prêter l'oreille aux protestations ou oppositions discrètes, c'est aussi prendre acte que le politique s'articule à l'économie, au religieux (comme le montre M. Labonia à propos du Gamou en Casamance), à des enjeux de santé (voir A. Diallo à propos des acteurs communautaires de santé au Sénégal) ou même à des activités ludiques comme la loterie nationale au Togo (R. Frisch), etc.

« Résistances », « protestations », « sens du juste », « infra-politique », « tactiques » voici autant de concepts et de notions convoquées par les participants qui manifestent que s'interroger sur les mobilisations à bas bruits, c'est poursuivre un questionnement entamé par d'autres auteurs (J. Scott, 2019 ; M. De Certeau, 1980 ; E. P. Thompson, 1971 ; etc.) sur des formes alternatives

du politique. Avoir convié à ce débat commun la sociologie, la science politique, l'économie, l'anthropologie a confirmé, dans les conclusions finales du colloque, que la comparaison disciplinaire était fructueuse mais que chacune des disciplines conservait cependant un abord singulier et un horizon d'attente propre pour les débouchés de ses travaux. Selon leur discipline, les chercheurs escomptent aboutir à des conclusions plus ou moins normatives ou prescriptives, sont plus ou moins enclins à la montée en généralité ou à l'étude de la singularité, plus ou moins proches de l'institué et impliqués ou pas dans la lutte des acteurs étudiés (comme le souligne S. El Kahlaoui à propos de son usage de l'image sur les dépossessions foncières en Tunisie et au Maroc). La relative avance de l'anthropologie sur la nécessité de ne pas en rester aux arènes instituées, avance principalement forgée sur des terrains d'abord lointains et exotiques, invite désormais à décaler le regard pour ne pas nourrir une fausse dichotomie Nord/Sud. Quid des mobilisations silencieuses et à bas bruits hors d'Afrique ?

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

DE CERTEAU M., 1990 [1980]. *L'invention du quotidien, 1. : Arts de faire*. Paris, Gallimard.

LAZARUS S., 1996. *L'anthropologie du nom*. Paris, Seuil.

OFFERLÉ M., 2008. « Retour critique sur les répertoires de l'action collective, 18e-19e siècles », *Politix*, 81 : 181-202.

OLLION É., 2015. « Des mobilisations discrètes : sur le plaidoyer et quelques transformations de l'action collective contemporaine », *Critique internationale*, 67 : 17-31.

SCOTT J., 2019. *La domination et les arts de la résistance. Fragments du discours subalterne*. Paris, Amsterdam Éditions.

SIMEANT J., 2013. « Protester/mobiliser/ne pas consentir. Sur quelques avatars de la sociologie des mobilisations appliquée au continent africain », *Revue internationale de politique comparée*, 20(2) : 125-143.

THOMPSON E. P., 1990 [1971]. « L'économie morale de la foule dans l'Angleterre du XVIII^e siècle », in IKNI G.-R. & GAUTHIER F. (dir.), *La Guerre du blé au XVIII^e siècle. La critique populaire contre le libéralisme économique*. Montreuil, Éd. de la Passion : 31-92.